

AÏN DEFLA

# Le directeur de l'éducation et ses 8 adjoints blanchis totalement par la justice

**Lundi après-midi, ils étaient 9, tous des cadres de la Direction de l'éducation, cités à comparaître devant les juges du tribunal de première instance de Aïn Defla pour-suivis pour une affaire qui traîne depuis trois années, affaire dans laquelle ils ont été accusés d'avoir contreve-nu au code des marchés publics pour l'acquisition d'équipements pour les cantines scolaires pour un mon-tant de 5 millions de dinars.**

Après plusieurs reports et autres ajournements, l'affaire était en délibération. Lors d'une dernière comparution, le ministère public avait requis une peine de sept années d'emprisonnement ferme et 1 million de dinars d'amende.

Lundi dernier donc, la justice a tranché en disculpant totalement les neuf accusés dont le directeur de l'éducation et ont tous été acquittés.

Quelle est donc la teneur de cette «affaire de l'académie» qui a

été à maintes reprises montée en épingle à cheveux par certains canaux semeurs de «bonnes nou-velles» ?

Selon les informations que nous avons pu récolter auprès de sources concordantes, l'affaire a débuté en 2010, quelque temps après l'arrivée de Belaïd Meziane à la tête du secteur de l'éducation de Aïn Defla. A l'époque, devant la nécessité absolue d'acquérir des équipements pour mettre en servi-ce des cantines scolaires, pour

faire face à la pression, la Direction de l'éducation, voulant gagner du temps en évitant les lourdes contraintes du comité des marchés, a scindé le marché de 500 millions de centimes en 2 lots de 250 millions de centimes cha-cun, et c'est ce qui fut fait, une démarche non interdite par la loi, nous a-t-on indiqué.

Toujours selon nos sources, il n'y a eu aucun détournement, tous les équipements ont été reçus, inventoriés et affectés aux can-tines ciblées.

Alors pourquoi le directeur de l'éducation et ses adjoints, en l'oc-currence, l'ex-inspecteur des can-tines scolaires, les 3 membres chargés de l'ouverture des plis des soumissionnaires, les 2 membres de la commission d'évaluation, les 2 fournisseurs, se sont –ils alors

retrouvés au banc des accusés ? A ce sujet, il nous a été donné d'apprendre qu'en fait, tout est parti d'une lettre anonyme éma-nant d'anciens cadres qui avaient été écartés et qui s'étaient jurés d'avoir la tête du directeur du sec-teur, quitte à recourir à ce procédé souvent mal intentionné et revan-chard qui a envoyé bien des ges-tionnaires derrière les barreaux à tort ou à raison, un procédé d'ailleurs craint des gestionnaires qui, de peur d'être dénoncés à tort chaque fois qu'il prennent une sanction contre X, préfèrent se cantonner dans les longues procé-dures administratives quitte à perdre beaucoup de temps dans les méandres des procédures administratives, les lourdeurs bureaucratiques imposées par un code que ne cesse de susciter la

réprobation des responsables. Comment explique-t-on cet acquit-tement groupé ? Selon une source proche de l'affaire, «le dossier d'accusation était vide». Le minis-tère public essuie, ainsi, un désa-veu eu égard aux lourdes peines requises.

«J'étais serein, pour n'avoir commis aucun délit, et confiant en la clairvoyance de la justice», aurait confié le directeur de l'édu-cation. Un épilogue donc heureux pour les neuf accusés de «l'affai-re» de l'académie».

Karim O.

## SIDI-BEL-ABBÈS

### Les bénéficiaires des 250 parcelles pour l'habitat rural décrient le terrain miné

Dernièrement, les bénéfi-ciaires des 250 parcelles de ter-rains, octroyées pour ériger un habitat rural en plus de l'aide financière de l'Etat, se sont ras-semblés devant le siège de l'APC de Ras El Ma pour décrier la dan-gerosité du terrain choisi qu'ils qualifient de miné. Les protesta-taires qui ont bénéficié de ces ter-rains pour ériger 250 habitations rurales, s'insurgent contre la dan-gerosité du terrain. «Nous sommes originaires de la localité de Ras El Ma, et nous savons for-mellement que des mines sont enterrées dans ce terrain, fait qui remonte à l'ère coloniale où les occupants français avaient miné la parcelle en question pour empêcher les Algériens de circu-ler non sans danger dans cette région où existent les plus grandes casernes de l'armée française, occupées actuellement par l'armée algérienne. Nous refusons ce terrain et nous demandons un autre site moins risqué pour ériger nos futures demeures. Toute la journée de lundi dernier, les protestataires ont battu le pavé devant le siège de l'APC pour amener les autori-tés locales à revoir leur choix du terrain décrié.

A. M.

## AÏN-TÉMOUCHENT

### Ansej : 691 projets validés pour 2013

**Lors d'un point de presse du directeur de l'Ansej de la wilaya de Aïn-Témouchent, M. Bouniar Mohamed, celui-ci a dressé le bilan des activités de son secteur où il fait état des efforts que l'Agence ne cesse de fournir depuis son ouverture en 1998 jusqu'à nos jours, en matière de prise en charge des jeunes pour créer leurs entreprises et par là même absorber la crise du chômage. Ainsi, le directeur avance que ladite Agence possède deux antennes, l'une au chef-lieu de wilaya et l'autre au niveau de Béni-Saf en attendant une prochai-ne antenne à Hammam Bou-Hadjar, pour éviter aux jeunes deman-deurs de projets d'éviter de se déplacer loin de leurs villes.**

Donc, selon l'orateur, en 2013, la commission de suivi de validation et de financement (CSVF) avait étudié 1 222 projets, 1 013 d'entre eux ont été validés, dont 691 dossiers ont été financés par la banque, 658 pro-jets pour des hommes, et 33 pour le

sexe féminin. Il faut noter que plu-sieurs handicapés ont bénéficié de ces projets créateurs d'emplois.

La stratégie de l'Agence, selon son directeur, est d'orienter les jeunes promoteurs, après les avoir sensibilisés à aller vers des activi-

tés créatrices de richesses et d'em-ploi en vue d'absorber un tant soit peu le chômage. L'ensemble des projets, qui ont été validés et finan-cés depuis 1998, sont au total de 4 224 pour les micro-entreprises qui ont permis de créer quelque 10 853 emplois au profit des jeunes, qui ont été orientés vers des créneaux ren-tables spécifiques à la wilaya de Aïn-Témouchent. Ces projets ont été très bénéfiques à la wilaya du fait qu'ils ont contribué collective-ment au développement local des communes où ils sont implantés. Il est utile de noter que de nom-breuses banques, entre autres la BADR, le CPA, la BNA, la BDL et la

BEA ont financé ces projets, soit 691 projets pour un montant global de 682 millions de dinars. Pour ce qui est des types de secteurs qui ont été validés par la commission de l'Ansej, il s'agit de 262 projets pour l'agriculture, 74 pour le BTPH, 63 autres pour l'Industrie, 6 pour la pêche et 12 dans différentes profes-sions libérales, soit une hausse de plus de 30% par rapport à l'année passée. Tous les bénéficiaires de projets seront pris en charge par un cadre diplômé du Bureau internati-onal du travail qui se chargera du suivi et de l'accompagnement des-dits projets.

S. B.

## RELIZANE

### Les riverains d'Oued Sefaâ se plaignent du réseau d'assainissement

**Cela fait maintenant plus de dix ans que le réseau d'assai-nissement se déverse à ciel ouvert dans l'oued qui traverse la localité.**

Les personnes de passage par le chef-lieu communal ne peuvent éviter d'inhaler des odeurs nauséabondes qui proviennent de cette rivière. Tous les exécutifs qui se sont succédé ces dernières années à la tête de l'Assemblée populaire communale ont évoqué dans leurs programmes ce cas, mais jusqu'au jour d'aujourd-

d'hui, le constat est le même. Pour plus d'un, il faut tout d'abord refaire tout le réseau d'assainissement du chef-lieu qui est vétuste et qui a subi des dégradations, surtout après la réalisation de quelques logements. L'ancien réseau ne répond plus, en effet, aux besoins des habitations d'Oued Sefaâ. Et puis, les conduites

ne vont pas plus loin que la dernière maison située à proximité de la mai-son de jeunes. Une fiche technique a même été établie en 2012, mais pour le moment, l'enveloppe financière n'est pas encore dé gagée. Il faudra au moins cinq kilomètres de buses pour dévier ce réseau de l'oued. Les riverains souffrent non seulement de ces mauvaises odeurs, mais aussi des nuées de moustiques qui enva-hissent leurs domiciles. D'après un

habitant de la région, «dès le mois de mars, et parfois jusqu'à la fin octobre, on ne peut ouvrir nos fenêtres. Même en hiver, ces insectes volants ne nous laissent pas dormir tranquille-ment».

C'est un problème auquel devra penser la future APC qui va être ins-tallée après les élections locales qui arrivent. C'est le souhait de tous les habitants d'Oued Sefaâ.

A. Rahmane

## HOMMAGE

La famille MILI de Constantine, d'Alger et de Paris s'incline et se recueille avec émotion et déférence à la mémoire de son très cher et regretté père, grand-père, oncle et beau-père

**EL-HADJ MOHAMED MILI BEN EMBAREK**

parti rejoindre, il y a 20 ans, le Créateur dans la sérénité et la prière.

Une belle mort après une vie bien remplie que Dieu ne réser-ve dans Son Infinie Miséricorde qu'aux hommes d'exception. La vie ne mérite d'être vécue que si elle est dédiée à l'amour des autres.

Une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu cet homme de savoir et de bien.